

Unité bi départementale du Calvados et de la Manche
1 rue du Recteur Daure
CS 60040
14070 CAEN

CAEN, le 09/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/11/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SUEZ RV NORMANDIE

Les Aucrais
14190 CAUVICOURT

Références : 2022 - 593
Code AIOT : 0005300625

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/11/2022 dans l'établissement SUEZ RV NORMANDIE implanté Les Aucrais 14190 CAUVICOURT. L'inspection a été annoncée le 03/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le décret n° 2021-1199 du 16 septembre 2021 relatif aux conditions d'élimination des déchets non dangereux vient en application des articles 10 et 6 de la loi Antigaspillage (loi n°2020-105 du 10 février 2020). Il vise à renforcer les conditions d'éliminations au moyen de :

- L'interdiction progressive de la mise en décharge des déchets non dangereux valorisables ;
- La justification, par les producteurs ou détenteurs de déchets, du respect de leurs obligations de tri pour pouvoir envoyer leurs déchets en installation d'élimination par stockage ou incinération.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV NORMANDIE
- Les Aucrais 14190 CAUVICOURT
- Code AIOT : 0005300625
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

Le site des Aucrais, exploité par SUEZ RV à Cauvicourt, est une installation de stockage de déchets non dangereux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- action nationale 2022 - Conditions d'éliminations en ISDND des déchets non dangereux non inertes

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conditions de l'élimination – Caractérisation	Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3	/	Sans objet
2	Conditions de l'élimination – Caractérisation	Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3	/	Sans objet
3	Conditions de l'élimination – Justificatifs	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place des caméras de surveillance au niveau de la pesée et en face des quais de déchargement pour le contrôle visuel des déchets entrant sur le site de stockage. Selon l'exploitant, en cas d'anomalie constatée pendant les déchargements, le conducteur d'engin informe l'opératrice pont bascule afin qu'une fiche anomalie soit transmise au producteur.

Les obligations incombant aux producteurs de déchets ne sont pas encore toutes assimilées. L'exploitant dispose des attestations de mise en oeuvre des obligations de tri (partie intégrée dans les Certificats d'acceptation préalable renouvelés depuis juillet 2022) mais ne dispose d'aucun rapport de caractérisation des déchets par les producteurs. Néanmoins, une information de ces obligations réglementaire a été réalisée par mail aux clients de l'installation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions de l'élimination – Caractérisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de l'élimination
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Mise en œuvre effective du contrôle visuel des déchets réceptionnés en ISDND.
Constats : Le site est équipé de 2 caméras : une située au pont bascule (tracteur et plaque d'immatriculation) et l'autre en face des trois quais de déchargement. Les déchets ne sont pas contrôlés à l'entrée du site. Le contrôle visuel ne peut se faire que lors du déchargement. Les vidéos des quais de déchargement sont reportées sur moniteur à l'accueil mais non vérifiées en direct. Elles sont sauvegardées pendant un an. Selon l'exploitant, en cas d'anomalie constatée pendant les déchargements, le conducteur d'engin ne peut faire cesser le déchargement; il informe l'opératrice pont bascule afin qu'une fiche anomalie soit transmise au producteur. Dans le même temps, le conducteur d'engin isole le déchet concerné pour l'extraire si les conditions sécuritaires le permettent. Les déchets non admissibles déjà déchargés dans le casier ne peuvent pas être systématiquement repris.
Observations : Le contrôle visuel des déchets à l'entrée ne semble pas encore efficient même si le site est équipé d'une caméra pour visionner les déchargements de déchets dans le casier. Personne ne visionne les vidéos en direct et l'opérateur chargé du compactage pourra difficilement empêcher le déversement de déchets non admissibles qui, une fois dans le casier, risquent de ne pas être systématiquement repris.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Conditions de l'élimination – Caractérisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de l'élimination
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Vérification de la réception des rapports annuels de caractérisation des producteurs de déchets par l'exploitant de l'ISDND. Vérification du contenu des rapports de caractérisation.
Constats : L'exploitant de l'ISDND n'a reçu aucun rapport annuel de caractérisation des déchets des producteurs. Au niveau national groupe Suez, l'ensemble des clients producteurs de déchets a été informé par mail, cet été, de leurs nouvelles obligations réglementaires introduites par la loi AGECE.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Conditions de l'élimination – Justificatifs

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de l'élimination
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Vérification de la réception par les exploitants d'ISDND et d'incinérateur (éliminant des DND) des justificatifs attestant du respect des obligations de tri par les producteurs de déchets.
Constats : A compter de juillet 2022, l'attestation sur l'honneur du respect des obligations de tri par les producteurs a été intégrée au Certificat d'acceptation préalable (CAP) des déchets des producteurs, directement dans le logiciel utilisé par l'exploitant. Les producteurs ont alors été invités à mettre à jour leur CAP afin de pouvoir continuer à apporter leurs déchets ultimes dans l'installation. La plupart des clients ont retournés la nouvelle CAP avec cette attestation.
Observations : A compter de décembre 2022, l'exploitant a indiqué que cette nouvelle CAP avec attestation du producteur sera exigée sous peine de refus des déchets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet